

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA  
FORMATION PROFESSIONNELLE

\*\*\*\*\*

OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI  
ET DE LA FORMATION



REPUBLIQUE DU MALI  
UN PEUPLE – UN BUT – UNE FOI

**Bulletin Trimestriel sur le Marché du Travail :**  
**3<sup>ème</sup> Trimestre 2017, numéro 003**

*Octobre 2017*

## **Table des matières**

<b>En bref</b> .....	ii
<b>1. Analyse de quelques indicateurs économiques</b> .....	1
1.1. Indice Harmonisé des prix à la consommation.....	1
1.2. Les nouvelles créations d'entreprises .....	3
<b>2. Analyse de quelques indicateurs du marché du travail</b> .....	4
2.1. Les créations et pertes d'emplois enregistrées .....	4
2.1.1. Les créations d'emplois .....	4
2.1.2. Les demandes d'avis ou d'autorisations de licenciement.....	6
2.2. Les offres et les demandes d'emploi .....	8
2.3. Le dialogue social.....	9

## En bref

- ✓ Au troisième trimestre 2017, le niveau général des prix à la consommation a haussé de 2,5% par rapport au même trimestre de l'année 2016.
- ✓ Du 1<sup>er</sup> juillet au 30 septembre 2017, le nombre d'entreprises créées et enregistrées est de 2 579 contre 2 699 au deuxième trimestre, soit une diminution de (-120 ; -4,4%). Plus de la moitié des entreprises ont été créées dans la branche d'activités « commerce générale » pendant qu'un peu plus d'un tiers se trouve au niveau des entreprises prestataires de services. La branche d'activité « Construction, BTP, Travaux d'ingénierie » occupe la troisième place loin derrière les deux premières avec seulement 5,7% des entreprises créées.
- ✓ Les créations d'emplois du secteur privé, enregistrées par l'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation ont connu une baisse de 17,03% au troisième trimestre par rapport au deuxième trimestre 2017.
- ✓ Au troisième trimestre 2017 ; 631 demandes d'avis ou d'autorisations de licenciement ont été enregistrées par la Direction Nationale du Travail (DNT), 53,24% de ces demandes sont liées à la compression ou fin d'activités, parmi lesquelles 7,4% proviennent du District de Bamako.
- ✓ Au cours du troisième trimestre 2017, au total 2 274 demandes d'emplois ont été enregistrées contre 734 offres d'emplois et 376 placements.
- ✓ La Direction Nationale du Travail a enregistré 528 litiges individuels au troisième trimestre. Parmi ces litiges, 408 (environ 77,2 %) ont été réglés en conciliation devant l'inspecteur du travail, 116 transmis au Tribunal du Travail et 4 litiges est en instance.

# 1. Analyse de quelques indicateurs économiques

## 1.1. Indice Harmonisé des prix à la consommation

Rappelons que l'indice harmonisé des prix à la consommation sert de calcul du taux d'inflation. Ainsi ce taux peut être utilisé dans l'indexation des salaires, du SMIG, des loyers, des retraites, etc. En outre, il peut servir d'arguments dans les négociations sur le marché de l'emploi entre employeurs et employés dans le cadre de maintien du pouvoir d'achat.

Tableau 1. Variation du taux d'inflation au 3<sup>ème</sup> trimestrielle de 2016 et 2017

Libellés	3 <sup>ème</sup> trimestre 2016	3 <sup>ème</sup> trimestre 2017	Variation
<b>Indice global</b>	113,5	116,3	2,5
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	120,1	123,8	3,1
Tabac et stupéfiants	137,0	133,0	-2,9
Articles d'habillement et chaussures	108,9	107,1	-1,7
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	116,1	114,5	-1,4
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	110,8	141,7	28,0
Santé	99,9	100,0	0,0
Transports	106,8	107,5	0,7
Communication	91,0	90,4	-0,7
Loisirs et culture	96,1	93,8	-2,4
Enseignement	107,4	112,1	4,5
Restaurants et Hôtels	108,7	115,5	6,2
Biens et services divers	109,2	111,9	2,5

Source : Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC base 2008), INSTAT

Au troisième trimestre 2017, le niveau général des prix à la consommation a haussé de 2,5% par rapport au même trimestre de l'année 2016. Cette augmentation est due en grande partie aux fonctions suivantes :

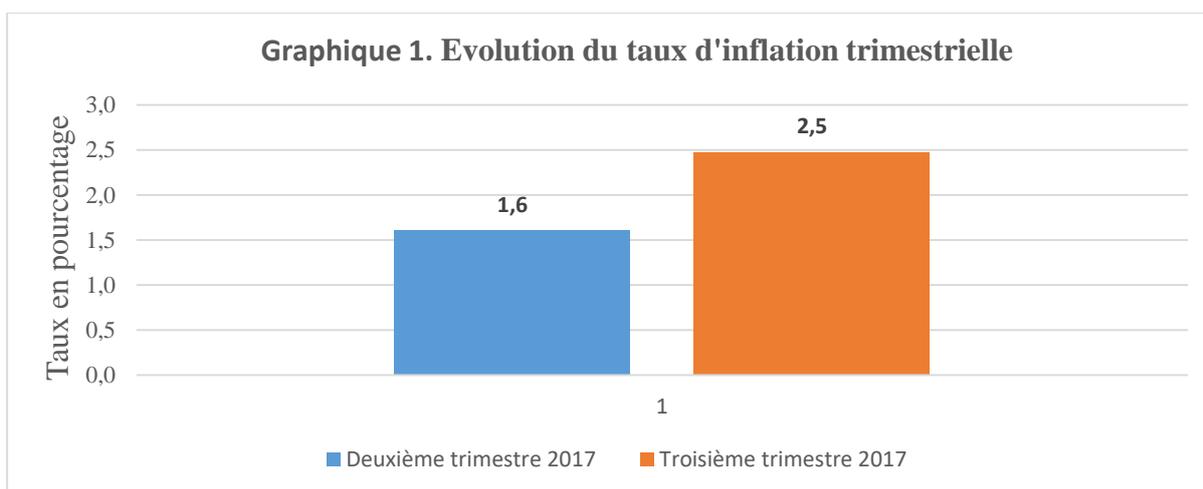
- Produits alimentaires et boissons non alcoolisées (3,1%)
- Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer (28,0%)
- Transports (0,7%)
- Enseignement (4,5%)
- Restaurants et Hôtels (6,2%)
- Biens et services divers (2,5%)

Tableau 2. Évolution du taux d'inflation trimestrielle

	Indice global moyen	Variation trimestrielle
<b>1<sup>er</sup> trimestre 2017</b>	111,7	-
<b>2<sup>ème</sup> trimestre 2017</b>	113,5	1,6
<b>3<sup>ème</sup> trimestre 2017</b>	116,3	2,5

Source : Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC base 2008), INSTAT

En variation trimestrielle, le taux d'inflation a passé de 1,6% au deuxième trimestre 2017 pour s'établir à 2,5% au troisième trimestre 2017.



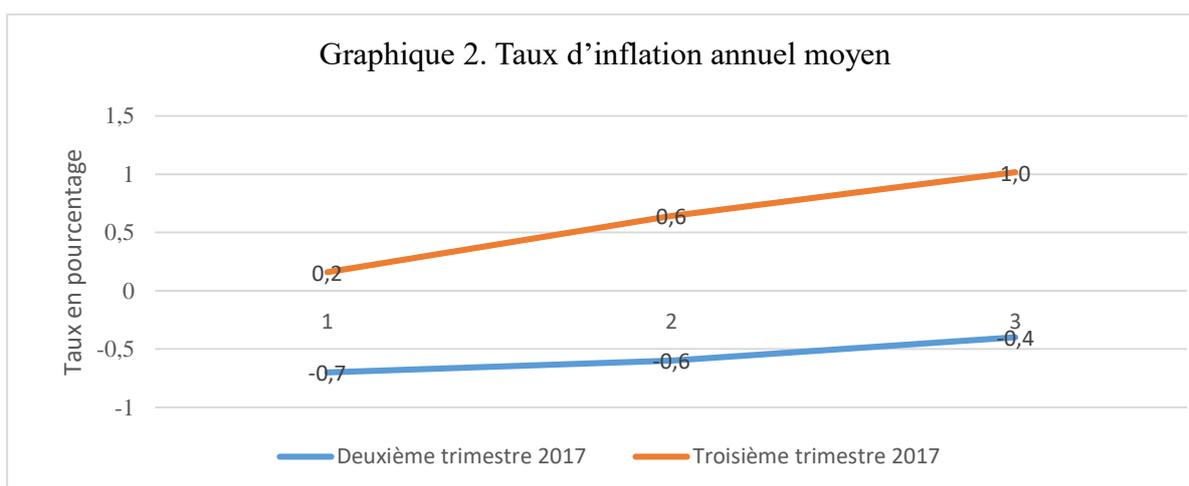
❖ **Évolution du taux d'inflation annuel moyen**

*Rappelons que le taux d'inflation annuel moyen, mesure la variation de l'indice des 12 premiers mois par rapport aux 12 mois précédents. Il joue le rôle d'indicateur de convergence dans les 8 États membres de l'UEMOA.*

Tableau 3. Taux d'inflation annuel moyen

Mois	Taux d'inflation annuel moyen
Avril 2017	-0,7
Mai 2017	-0,6
Juin 2017	-0,4
Juillet 2017	0,2
Août 2017	0,6
Septembre 2017	1,0

Source : INSTAT/ IHPC base 2008



Le niveau de l'indicateur de convergence (l'inflation annuelle moyenne) au Mali a connu une hausse continue au troisième trimestre 2017. Ainsi, ce taux a progressé de 0,2% en juillet, de 0,6% en août pour se situer à 1,0% en septembre 2017. Ces taux étant inférieurs à la norme communautaire (3%) de l'UEMOA, par conséquent les prix sont jugés stables.

## 1.2. Les nouvelles créations d'entreprises

Tableau 4. Répartition des nouvelles entreprises créées selon la branche d'activités et par trimestre

Branche d'activités	Année 2017		Total
	2 <sup>ème</sup> trimestre	3 <sup>ème</sup> trimestre	
Activités de fabrication	146	2	148
Activités de loisirs, culturelles et sportives	0	0	0
Activités de transports connexes et auxiliaires ; agences de voyage	1	9	10
Activités des organismes composés d'adhérents	0	0	0
Activités immobilières	2	12	14
Agriculture, chasse et activités de service connexes	9	7	16
Assainissement, Ramassage d'ordures	14	4	18
Assistance sociale et santé	0	0	0
Assurances et caisses de retraite excepté sécurité sociale obligatoire	0	1	1
Autres activités de service	14	18	32
Commerce, Commerce général	1 448	1 501	2 949
Communication	5	9	14
Construction, BTP, Travaux d'ingénierie	71	149	220
Education, Formation, Recherche	2	2	4
Enseignement	5	11	16
Extraction de pétrole brut et de gaz; act. de service conn. à l'extraction	0	0	0
Extraction et exploitation de carrière	1	0	1
Fabrication de machines et autres appareils électriques	0	1	1
Gardiennage, sécurité	16	14	30
Hôtels et restaurants	5	5	10
Intermédiation financière excepté assurances et caisses de retraite	0	0	0
Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication	1	1	2
Photographies	0	0	0
Prestations de services	931	799	1 730
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	0	0	0
Recherche et Exploitation Minière	4	3	7
Santé et action sociale	0	1	1
Transports terrestres ; transports par pipelines	8	25	33
Transports, activités des auxiliaires de transport et communications	16	5	21
Vente en gros ou sur commission, ex. véhicules motorisés et motocyclettes	0	0	0
<b>Total</b>	<b>2 699</b>	<b>2 579</b>	<b>5 278</b>

Source : nos calculs à partir des données de l'API

Au troisième trimestre 2017, il y a eu moins de création d'entreprises qu'au deuxième trimestre 2017. Le nombre d'entreprises créées a passé de 2 699 entreprises créées au deuxième trimestre à 2 579 au troisième trimestre, soit une baisse de (-120 ; -4,4%). Cela s'explique par une baisse du climat des affaires dues au retour tumultueux des investisseurs qui affecte l'activité économique. Au regard du tableau 4, les investisseurs semblent plus attirés vers les branches « commerce général » et « prestation de service » qui occupent près de 89% des créations d'entreprises. En effet, au cours du trimestre, sous revue huit nouvelles entreprises sur dix ont été créées dans l'une ou l'autre de ces branches. Plus de la moitié des entreprises ont été créés dans la branche d'activités « commerce générale » pendant que plus d'un tiers se trouve au niveau des entreprises prestataires de services. La Branche d'activité construction, BTP, travaux d'ingénierie occupe la troisième place loin derrière les deux premières avec seulement 5,7% des entreprises créées.

## 2. Analyse de quelques indicateurs du marché du travail

### 2.1. Les créations et pertes d'emplois enregistrées

Cette partie analyse les créations d'emplois et les demandes d'avis ou d'autorisation de licenciement. L'emploi est toute activité menée par une personne contre une rémunération en nature ou en espèces.

#### 2.1.1. Les créations d'emplois

##### 2.1.1.1. Création d'emplois par le secteur privé

###### ✓ Selon la branche d'activités

Au troisième trimestre 2017, les entreprises de la branche « Activités de services de soutien et de bureau » ont créé 18,9% des emplois créés par les entreprises du secteur privé, enregistrés à la Direction nationale du travail. La branche « Autres activités de services N.C.A. » vient en deuxième position avec 1 138 emplois créés, soit 14,1% de l'ensemble des emplois créés. La branche d'activités pour la santé humaine et l'action sociale a été plus importante au troisième trimestre contrairement au deuxième trimestre. De ce fait, cette branche se classe en troisième position avec 11,7% des emplois créés.

Tableau 5. Répartition des agents recrutés par branche d'activités

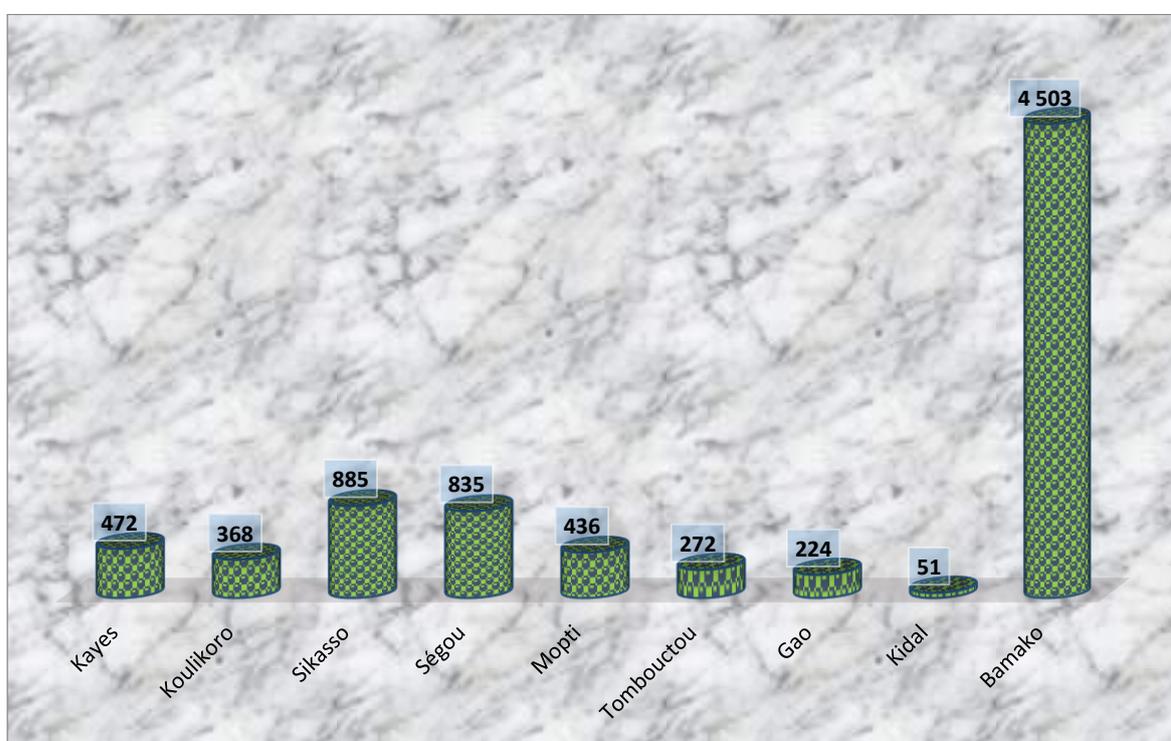
Branche d'activité	Effectif	%
Agriculture, Sylviculture, Pêche	437	5,4
Activités Extractives	697	8,7
Activités de Fabrication	329	4,1
Production et Distribution D'électricité et de Gaz	192	2,4
Production et Distribution d'Eau, Assainissement, Traitement des Déchets et Dépollution	175	2,2
Construction	365	4,5
Commerce	389	4,8
Transports et Entreposage	91	1,1
Hébergement et Restauration	114	1,4
Information et Communication	134	1,7
Activités Financières et d'Assurance	262	3,3
Activités Immobilières	3	,0
Activités Spécialisées, Scientifiques et Techniques	57	,7
Activités de Services de Soutien et de Bureau	1 524	18,9
Activités d'Administration Publique	450	5,6
Enseignement	668	8,3
Activités pour la Santé Humaine et l'Action Sociale	941	11,7
Activités Artistiques, Sportives et Récréatives	26	,3
Autres Activités de Services N.C.A.	1 138	14,1
Activités Spéciales des Ménages	2	,0
Activités des Organisations Extraterritoriales	52	,6
Total	8 046	100,0

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail, 3ème trimestre 2017

### ✓ Selon la situation géographique

Durant le troisième trimestre 2017, sur les 8046 emplois créés par le secteur privé, 4503 emplois sont localisés dans le district de Bamako, soit 56% de l'ensemble des emplois créés. Les régions de Sikasso, Ségou et Mopti viennent successivement en deuxième, troisième et quatrième position avec respectivement 885 ; 835 et 472 emplois créés. Contrairement au deuxième trimestre, les emplois créés dans les régions de Tombouctou et Gao ont considérablement diminué au troisième trimestre 2017. La région de Tombouctou a connu 300% de diminution et celle de Gao 200% au 3<sup>ème</sup> trimestre 2017. Dans la région de Kidal, les créations d'emploi sont passées de 31 au 2<sup>ème</sup> trimestre 2017 à 51 au 3<sup>ème</sup> trimestre de la même année. La part des emplois créés dans les trois régions du nord est passée de 13,9% au deuxième trimestre à 6,7% au troisième trimestre.

Graphique 3. Répartition des emplois du secteur privé enregistrés par les régions



#### 2.1.1.2. Création d'emplois par le secteur public

Au total, 11 463 emplois ont été créés au troisième trimestre 2017 par le secteur public. Parmi ces emplois, 9 595 ont été générés par les projet et programmes d'investissement logés au Ministère de l'Equipement et du Désenclavement, soit 83,7% de l'ensemble des emplois créés. Il faut rappeler que ces emplois sont des emplois temporaires d'une durée maximum de 6 mois. Le Ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine, vient en deuxième position avec 1 681 emplois générés, soit 14,7% des emplois publics.

Tableau 6. Répartition des emplois créés du 3<sup>ème</sup> trimestre 2017 par département ministériel et par sexe au cours

Départements Ministériels	Hommes		Femmes		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
<b>Ministère de la Défense et des Anciens Combattants</b>	<b>103</b>	<b>83,1</b>	<b>21</b>	<b>16,9</b>	<b>124</b>	<b>1,1</b>
Recrutement forces Armées (ESO)	63	80,8	15	19,2	78	
Recrutement forces Armées (EMIA)	40	87	6	13	46	
<b>Ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine</b>	<b>1 105</b>	<b>65,7</b>	<b>576</b>	<b>34,3</b>	<b>1 681</b>	<b>14,7</b>
Programmes/Projets des antennes locales	32	72,7	12	27,3	44	
Projets d'insertion des migrants (BSI)	176	57,3	131	42,7	307	
Financement des migrants (OIM)	888	67,3	431	32,7	1 319	
OIM pour la collecte des données sur la migration	9	81,8	2	18,2	11	
<b>Ministère de la Réconciliation Nationale</b>	<b>51</b>	<b>81</b>	<b>12</b>	<b>19</b>	<b>63</b>	<b>0,5</b>
Mission d'appui à la Réconciliation Nationale	13	72,2	5	27,8	18	
Equipe régionales d'appui à la Réconciliation Nationale	38	84,4	7	15,6	45	
<b>Ministère de l'Équipement et du désenclavement*</b>	<b>9309</b>	<b>97,2</b>	<b>286</b>	<b>2,8</b>	<b>9595</b>	<b>83,7</b>
Cellule des Travaux Routiers d'Urgences	113	95	6	5	119	
Agence d'Exécution des Travaux d'Intérêts Publics pour l'Emploi	3 394	97,6	97	2,4	4 110	
Travaux d'Aménagement en 2*2 voies (Bamako-Koulikoro)	635	93,7	43	6,3	678	
EGK	160	74,1	56	25,9	216	
Construction Pont de Kayo (Koulikoro)	150	98	3	2	153	
Construction Pont de Dioila	97	98	2	2	99	
Construction et Butimage de la route Benena-Mandiakuy	127	95,5	6	4,5	133	
Construction et Butimage de la route Yanfolila-Kalana	117	86,7	18	13,3	135	
Construction et Butimage de la route Kangaba-Dioulafoundo-Fre	120	85,7	20	14,3	140	
Construction et Butimage de la route Macina-Diafarabé	104	98,1	2	1,9	106	
Construction de la Route Goma-Coura-Tbctou et Diré-Goundam	719	97,4	19	2,6	738	
Construction du deuxième pont de Kayes	211	93,8	14	6,2	225	
Agence d'Exécution des Travaux d'Entretiens Routiers (AGEROUTE)	3 362	100	0	0	3 362	
<b>Total</b>	<b>10 568</b>	<b>88,4</b>	<b>895</b>	<b>11,6</b>	<b>11 463</b>	<b>100</b>

Source : Données collectées auprès des points-focaux des Départements Ministériels 3<sup>ème</sup> trimestres 2017

\* NB : les emplois créés par le Ministère de l'Équipement et du désenclavement au troisième trimestre sont des emplois temporaires de courte durée (six mois maximum).

### 2.1.2. Les demandes d'avis ou d'autorisations de licenciement

Les demandes d'avis ou d'autorisations de licenciement ont concerné, durant le 3<sup>ème</sup> trimestre 2017, 631 travailleurs d'après les données de la Direction nationale du Travail. Les demandes d'avis pour « Compression/ Fin activités » représentent 53,3% de l'ensemble des demandes d'avis ou autorisations de licenciement enregistrées au troisième trimestre 2017. Les demandes relatives aux « motifs économiques » viennent en deuxième position avec 25,7% de ces demandes. D'une manière générale, les différents motifs évoqués peuvent être groupés en deux : motifs économiques et motifs personnels.

- Les demandes d'avis ou d'autorisations de licenciement pour motifs économiques sont celles relatives à la « compression fin activités » et « motif économique » ;
- Les demandes d'avis ou d'autorisations de licenciement pour motifs personnels sont celles relatives aux « fautes professionnelles/ mauvaise manière de servir/ manque de confiance » ; à « l'abandon /démission » ; aux « décès et maladies » et aux « fautes lourdes/ Vol ».

La première catégorie « licenciement pour motif économique (LME) » représente ainsi 78,9% de l'ensemble contre 21,1% pour les « licenciements pour motifs personnels (LMP) ».

Tableau 7. Répartition des demandes d'avis ou autorisations de licenciement selon le motif de juillet à septembre 2017

Régions	Motifs						Total
	Compression/ Fin activités	Fautes professionnelles/ Mauvaise manière de servir/ Manque de confiance/	Abandon/ Démission	Motif économique	Décès et maladies	Fautes lourdes/ Vol	
Kayes	6	26	11	65	2	0	110
Koulikoro	237	10	4	0	0	0	251
Sikasso	45	0	4	9	0	3	61
Ségou	0	3	0	12	0	0	15
Mopti	0	2	0	32	0	0	34
Tombouctou	23	2	1	8	5	0	39
Gao	0	0	0	0	0	0	0
Kidal							0
Bamako	25	41	12	36	0	7	121
<b>Total</b>	<b>336</b>	<b>84</b>	<b>32</b>	<b>162</b>	<b>7</b>	<b>10</b>	<b>631</b>

Source : Direction Nationale du Travail, rapport du 3<sup>ème</sup> trimestre 2017

Les demandes d'avis ou d'autorisations de licenciement ont connu un rebond (+235 ; +59,3%) au troisième après une diminution au deuxième trimestre (-67 ; -14,5%). Ce rebond fait suite à l'augmentation significative des licenciements pour motif « compression/fin activités ». Ces licenciements ont augmenté de 500% au troisième trimestre (tableau 8).

Tableau 8. Répartition des demandes d'avis ou autorisations de licenciement selon le motif et par trimestre

Motif des autorisations de licenciement	Année 2017		
	1 <sup>er</sup> Trimestre	2 <sup>ème</sup> Trimestre	3 <sup>ème</sup> Trimestre
Compression/fin activités	117	56	336
Faute professionnelles	85	91	84
Abandon/Démission	48	26	32
Motif économiques	189	202	162
Décès et maladies	3	1	7
Fautes lourdes/Vols	21	20	10
<b>Total</b>	<b>463</b>	<b>396</b>	<b>631</b>

Source : Direction Nationale du Travail, rapports 1<sup>er</sup>, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> trimestres 2017

D'une manière générale, les « licenciements pour motif économique (LME) » sont passés de 258 au deuxième trimestre à 498 au troisième trimestre, soit une augmentation de 93,0%. Par contre, les « licenciements pour motif personnel (LMP) » ont connu une légère baisse de 3,6%, passant de 138 au deuxième à 133 LMP au troisième trimestre. La tendance à la baisse de ce type de licenciement, commencée au deuxième trimestre, s'est poursuivie jusqu'au troisième trimestre passant de 12,1% à 3,6%.

## 2.2. Les offres et les demandes d'emploi

Les offres et les demandes d'emplois sont enregistrées par l'Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE). Au cours du troisième trimestre 2017, au total 2 274 demandes d'emplois ont été enregistrées contre 734 offres d'emplois et 376 placements. Il faut signaler que toutes les données n'étaient disponibles au moment de la rédaction du rapport. Les localités concernées sont Bamako et Koulikoro.

Bamako a enregistré 55,4% des demandes d'emplois contre seulement 19,1% des offres d'emplois et aucune information disponible pour les placements. Par contre, la région de Ségou a pu satisfaire à 81,2% des demandes d'emplois qu'elle a enregistré au troisième trimestre. Ce qui la place en tête des autres localités. Au niveau des régions de Sikasso et Tombouctou, les offres d'emplois enregistrées au troisième trimestre dépassent largement les demandes et les placements. Par contre, dans les régions de Kayes, Gao et Kidal, malgré l'existence d'une forte demande d'emplois, toutes les offres n'ont pas été satisfaites. Ceci pourrait s'expliquer par l'inadéquation entre les demandes d'emplois et les besoins des entreprises dans ces localités.

Tableau 9. Répartition des demandes, offres d'emplois et placements enregistrées au troisième trimestre par région

Région	Demandes d'emplois	Offres d'emplois	Placement
Kayes	343	109	92
Koulikoro	46	ND	ND
Sikasso	39	54	38
Ségou	271	264	220
Mopti	194	24	ND
Tombouctou	40	84	22
Gao	72	57	3
Kidal	10	2	1
District de Bamako	1 259	140	ND
<b>Total</b>	<b>2 274</b>	<b>734</b>	<b>376</b>

Source : DPS/ANPE

### 2.3. Le dialogue social

Au troisième trimestre 2017 (tableau n° 10), il a été enregistré 528 litiges individuels parmi lesquels 408 (environ 77,2%) ont été réglés en conciliation devant l'inspecteur du travail, 116 transmis au Tribunal du Travail et 4 litiges sont classés sans suite ou en instance.

Au cours de la même période, il a été enregistré 251 litiges individuels à Koulikoro, parmi lesquels, 232 (environ 92,43%) ont été réglés en conciliation et 19 transmis au tribunal du travail. Koulikoro est suivi respectivement de Bamako où les litiges individuels soumis s'élèvent respectivement à 154 dont 104 (environ 67,53) réglés en conciliation devant l'inspecteur du travail et 50 transmis au tribunal du travail et Ségou avec 42 litiges enregistrés dont 4 réglés en conciliation devant l'Inspecteur du Travail et 38 transmis au tribunal du travail.

Ces litiges individuels sont relatifs principalement à des réclamations concernant les salaires ou accessoires de salaires, d'indemnités compensatrices du préavis, d'heures supplémentaires, de licenciement, de congés payés et de repos hebdomadaire.

Tableau 10. Etat des principaux indicateurs du dialogue social par région

Régions	Nombre de litiges soumis	Nombre de litiges réglés en conciliation	Nombre de litiges transmis au Tribunal	Litiges en instance
Kayes	30	21	5	4
Koulikoro	251	232	19	0
Sikasso	18	15	3	0
Ségou	42	4	38	0
Mopti	3	2	1	0
Tombouctou	23	23	0	0
Gao	7	07	0	0
Kidal	-	-	-	-
District de Bamako	154	104	50	0
<b>Total</b>	<b>528</b>	<b>408</b>	<b>116</b>	<b>4</b>

Source : Direction Nationale du Travail, rapport du 3<sup>ème</sup> trimestre 2017

Le nombre de litiges soumis enregistrés au troisième trimestre a dépassé le double de ceux enregistrés aux premier et deuxième trimestres 2017. Malgré cette augmentation considérable, 77,3% de ces litiges ont été réglés en conciliation contre respectivement 78,3% et 70,8% aux premier et deuxième trimestres. Au troisième trimestre, 21,9% des litiges ont été transmis au tribunal, contre 19,2% pour le premier trimestre et 28% pour le second trimestre.

Tableau 11. Evolution des litiges individuels du 1<sup>er</sup> au 3<sup>ème</sup> trimestre en 2017

Litiges	Année 2017		
	1 <sup>er</sup> Trimestre	2 <sup>ème</sup> Trimestre	3 <sup>ème</sup> Trimestre
Nombre de litiges soumis	226	250	528
Nombre de litiges réglés en conciliation	177	177	408
Nombre de litiges transmis au tribunal	45	70	116
Nombre de litiges en instance	4	03	04

Source : Direction Nationale du Travail, rapport du 3<sup>ème</sup> trimestre 2017

Ce bulletin est produit par l'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation (ONEF),  
Zone ACI 2000 à côté du pôle Universitaire Amadou HAMPATE BA.  
BP. 1923- Tél. (00223) 20 29 09 61/ (00223) 20 29 07 97  
Site web : [www.onef-mali.org](http://www.onef-mali.org)

**Comité de rédaction**

Directeur de publication M. Boubacar DIALLO, ONEF  
Rédactrice en chef Madame Aoua dite Saran DEMBELE, ONEF

**Equipe de rédaction**

M. Adama Andé TOGO, ONEF  
Mme Aoua dite Saran DEMBELE, ONEF  
M. Boubacar DIALLO, ONEF

**Equipe chargée de la collecte**

M. Mohamed SANGARE, INSTAT  
M. Bassala Kassim TOURE, ANPE  
M. Sékou BAGAYOKO, DNT  
M. Cheick Oumar KONATE, API-Mali

Les personnes qui désirent obtenir des renseignements supplémentaires sont invitées à communiquer avec Monsieur Bandiougou KEITA, Chef de Département Communication et Documentation de l'ONEF au +223 20 29 09 61